

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ, DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

Convention collective départementale

IDCC : **627** | **BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS EMPLOYÉS, TECHNICIENS
ET AGENTS DE MAÎTRISE**

(La Réunion)

(12 juillet 1971)

(Étendue par arrêté du 23 août 1973,
Journal officiel du 30 septembre 1973)

Convention collective départementale

IDCC : **771** | **BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS INGÉNIEURS ASSIMILÉS
ET CADRES**

(La Réunion)

(9 mai 1974)

(Étendue par arrêté du 4 août 1975,
Journal officiel du 15 août 1975)

Convention collective départementale

IDCC : **2389** | **BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS**

(La Réunion)

(13 mai 2004)

(Étendue par arrêté du 13 décembre 2004,
Journal officiel du 26 décembre 2004)

Accord du 24 avril 2025

relatif aux salaires minimaux au 1^{er} janvier 2025
(La Réunion)

NOR : ASET2550550M

IDCC : 627, 771, 2389

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CAPEB La Réunion ;

FRBTP La Réunion,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFE-CGC ;

CFDT BTP ;

CGT-FO La Réunion ;

CGTR BTP,

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Préambule

Cet accord est conclu dans le cadre des conventions collectives des ouvriers, des ETAM (employés, techniciens et agents de maîtrise) et des cadres (IAC) du bâtiment et des travaux publics de La Réunion.

À l'issue de la réunion paritaire qui s'est tenue le 24 avril 2025, les parties signataires, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ont arrêté les dispositions suivantes :

Article 1^{er} | Ouvriers

Les salaires horaires minimaux des différents niveaux et positions de la grille des ouvriers seront revalorisés comme suit :

■ Sur la grille de référence base 35 heures, en vigueur à la date de signature du présent accord :

1,6 % à compter du 1^{er} janvier 2025

■ Sur la grille de référence base 39 heures, en vigueur à la date de signature du présent accord :

1,6 % à compter du 1^{er} janvier 2025

Article 2 | ETAM

Sur la grille de référence des salaires minima en vigueur à la date de signature du présent accord, les salaires des ETAM seront revalorisés comme suit :

1,6 % à compter du 1^{er} janvier 2025

Article 3 | Cadres et IAC

Sur la grille de référence des salaires minima en vigueur à la date de signature du présent accord, les salaires des cadres et IAC seront revalorisés comme suit :

1,6 % à compter du 1^{er} janvier 2025.

Il est précisé que pour les ETAM et les cadres (IAC), il n'existe qu'une seule grille d'appointements minimaux, pour chacune des catégories, quel que soit l'horaire collectif appliqué dans l'entreprise.

Article 4 | Indemnités de déplacement

Il est rappelé que, conformément à la convention collective des ouvriers de La Réunion du 13 mai 2004, les indemnités de déplacement, qui comprennent l'indemnité de repas, l'indemnité de trajet et l'indemnité de frais de transport, sont révisées annuellement en fonction de la variation de l'indice Insee du coût de la vie à La Réunion (ensemble hors tabac).

En conséquence, les montants en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2024 seront augmentés de 1,3 % (indice Insee décembre 2024) à compter du 1^{er} juillet 2025, date à laquelle l'indemnité de repas sera de 13,40 €.

Article 5 | Stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés

Compte-tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène en matière de salaire minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise (ETAM) et cadres du bâtiment et des travaux publics de La Réunion, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 6 | Application

Le présent accord est applicable à compter du 1^{er} janvier 2025 pour l'ensemble des salariés visés aux articles 1, 2 et 3 et présents dans l'entreprise à la date de signature de l'accord.

Article 7 | Durée. Dénonciation. Révision. Adhésion

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 du code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment et des travaux publics représentatives au plan régional. Les demandes de révision du présent accord doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée.

Conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail, cet accord reste ouvert à la signature des organisations qui souhaiteraient y adhérer dans les délais réglementaires en vigueur.

Article 8 | Dépôt

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément aux dispositions légales en vigueur.

Article 9 | Extension

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, pour rendre son application obligatoire à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application des conventions collectives du bâtiment et des travaux publics de La Réunion ou s'y rattachant.

Fait à Saint-Denis, le 24 avril 2025.

(Suivent les signatures.)

Annexe

Salaires des ouvriers du BTP – Année 2025

Entreprises dont l’horaire collectif est fixé à 35 heures

(En euros.)

Niveau	Position	Coef.	Taux horaires Accord étendu du 21 mai 2024	Taux horaires au 1 ^{er} janvier 2025 ^[1]
I Ouvriers d’exécution	1 ^{er} échelon	102	12,62	12,82
	2 ^e échelon	103	12,76	12,96
II Ouvriers professionnels	1 ^{er} échelon	105	12,95	13,16
	2 ^e échelon	112	13,68	13,90
	3 ^e échelon	118	14,27	14,50
	4 ^e échelon	126	15,12	15,36
III Compagnons professionnels Chefs d’équipes	1 ^{er} échelon	137	16,22	16,48
	2 ^e échelon	145	17,09	17,36
	3 ^e échelon	159	18,53	18,83
IV Maîtres ouvriers	1 ^{er} échelon	173	19,94	20,26
	2 ^e échelon	187	21,33	21,67
	3 ^e échelon	201	22,78	23,14

[1] La grille s’applique à compter du 1^{er} janvier 2025 sauf pour les salariés ayant quitté l’entreprise antérieurement au 24 avril 2025.

(En euros.)

	Du 1 ^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025	Du 1 ^{er} juillet 2025 au 30 juin 2026
Pour mémoire : prime de panier (ouvriers non sédentaires, toutes zones)	13,23	13,40

Entreprises dont l’horaire collectif est fixé à 39 heures

(En euros.)

Niveau	Position	Coef.	Taux horaires Accord étendu du 21 mai 2024	Taux horaires au 1 ^{er} janvier 2025 ^[1]
I Ouvriers d’exécution	1 ^{er} échelon	102	12,23	12,43
	2 ^e échelon	103	12,32	12,52

Niveau	Position	Coef.	Taux horaires Accord étendu du 21 mai 2024	Taux horaires au 1 ^{er} janvier 2025 ^[1]
II Ouvriers professionnels	1 ^{er} échelon	105	12,42	12,62
	2 ^e échelon	112	12,86	13,07
	3 ^e échelon	118	13,43	13,64
	4 ^e échelon	126	14,19	14,42
III Compagnons professionnels Chefs d'équipes	1 ^{er} échelon	137	15,26	15,50
	2 ^e échelon	145	16,08	16,34
	3 ^e échelon	159	17,42	17,70
IV Maîtres ouvriers	1 ^{er} échelon	173	18,78	19,08
	2 ^e échelon	187	20,15	20,47
	3 ^e échelon	201	21,47	21,81

[1] La grille s'applique à compter du 1^{er} janvier 2025 sauf pour les salariés ayant quitté l'entreprise antérieurement au 24 avril 2025. Lorsque le salarié effectue 39 heures dans une semaine, les heures entre la 36^e et la 39^e heures donnent droit à une majoration de 25 % des taux horaires ci-dessus. Il est conseillé de faire figurer les heures supplémentaires sur une ligne distincte.

(En euros.)

	Du 1 ^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025	Du 1 ^{er} juillet 2025 au 30 juin 2026
Pour mémoire : prime de panier (ouvriers non sédentaires, toutes zones)	13,23	13,40

Appointements minimaux des ETAM du BTP – Année 2025

(En euros.)

Coef.	Salaires mensuels Accord étendu du 21 mai 2024	Salaires mensuels au 1 ^{er} janvier 2025 ^[1]
300	1 848,08	1 877,65
310	1 893,60	1 923,90
325	1 961,55	1 992,93
345	2 052,07	2 084,90
370	2 165,31	2 199,95
380	2 210,57	2 245,94
400	2 301,09	2 337,91
415	2 369,01	2 406,91
425	2 414,32	2 452,95
435	2 459,59	2 498,94
450	2 527,49	2 567,93
465	2 607,84	2 649,57
480	2 675,76	2 718,57
500	2 766,32	2 810,58

Coef.	Salaires mensuels Accord étendu du 21 mai 2024	Salaires mensuels au 1 ^{er} janvier 2025 ^[1]
530	2 902,19	2 948,63
540	2 947,44	2 994,60
550	2 992,71	3 040,59
565	3 060,64	3 109,61
575	3 105,90	3 155,59
585	3 151,13	3 201,55
600	3 219,12	3 270,63
620	3 309,68	3 362,63
630	3 321,61	3 374,76
645	3 389,52	3 443,75
655	3 434,83	3 489,79
665	3 478,99	3 534,65
680	3 546,23	3 602,97
700	3 636,75	3 694,94
710	3 681,95	3 740,86
730	3 771,20	3 831,54
745	3 838,45	3 899,87
755	3 883,69	3 945,83
780	3 996,18	4 060,12
800	4 086,69	4 152,08
820	4 175,93	4 242,74
830	4 221,20	4 288,74
845	4 288,42	4 357,03
860	4 355,64	4 425,33

[1] La grille s'applique à compter du 1^{er} janvier 2025 sauf pour les salariés ayant quitté l'entreprise antérieurement au 24 avril 2025.

Les heures effectuées au-delà de l'horaire légal de 35 heures donnent droit à des majorations pour heures supplémentaires.

Appointements minimaux des IAC du BTP – Année 2025

(En euros.)

	Coef.	Salaires mensuels Accord étendu du 21 mai 2024	Salaires mensuels au 1 ^{er} janvier 2025 ^[1]
Position A. Débutants			
Moins de 24 ans	60	2 992,35	3 040,23
De 24 à 26 ans	70	3 430,46	3 485,35
De 26 à 28 ans	80	3 869,77	3 931,69
Débutants diplômés moins de 24 ans	65	3 211,97	3 263,36

	Coef.	Salaires mensuels Accord étendu du 21 mai 2024	Salaires mensuels au 1 ^{er} janvier 2025 ^[1]
Débutants diplômés 24 à 26 ans	75	3 650,10	3 708,50
Débutants diplômés 26 à 28 ans	85	4 089,41	4 154,84
Position B. Ingénieurs et assimilés			
1^{er} échelon			
Catégorie I	90	4 307,81	4 376,73
Après 5 ans dans cette catégorie	95	4 527,49	4 599,93
Catégorie II	100	4 747,12	4 823,07
Après 5 ans dans cette catégorie	103	4 878,46	4 956,52
2^e échelon			
Catégorie I	108	5 098,09	5 179,66
Catégorie II	120	5 624,56	5 714,55
Position C. Cadres			
1 ^{er} échelon	130	6 063,86	6 160,88
2 ^e échelon	162	7 467,68	7 587,16
[1] La grille s'applique à compter du 1^{er} janvier 2025 sauf pour les salariés ayant quitté l'entreprise antérieurement au 24 avril 2025.			

Il n'existe qu'une seule grille de salaires mensuels, quel que soit l'horaire collectif appliqué dans l'entreprise.

(Voir page suivante.)

Tarifcation des indemnités de trajet aller/retour (convention collective des ouvriers du BTP de La Réunion). Forfait journalier

Applicable à compter du 1^{er} juillet 2025 (valable jusqu'au 30 juin 2026).

	St-Denis	St-Marie	St-Suzanne	St-André	Salazie	Bras-Panon	St-Benoît	La Plaine-des-Palmistes	St-Rose	St-Philippe	St-Joseph	Petite-Île	Tampon	St-Pierre	St-Louis	Cilaos	Entre-Deux	Étang-Salé	Les Avirons	St-Leu	Trois-Bassins	St-Paul	Le Port	La Possession
St-Denis		4,42	6,53	9,52	14,83	11,31	13,76	20,83	19,42	30,70	36,37	32,47	29,64	29,64	26,49	39,19	30,36	22,58	24,36	18,01	19,05	9,52	6,36	4,57
St-Marie	Euros		2,13	5,11	10,41	6,89	9,36	16,41	15,00	26,29	31,96	34,95	25,24	28,78	30,90	43,59	34,78	27,01	28,78	22,42	23,47	13,95	10,78	9,00
St-Suzanne		Euros		3,02	8,29	4,77	7,23	14,29	12,90	24,18	29,83	32,83	23,12	26,65	29,83	42,54	33,71	29,14	30,90	24,52	25,60	16,08	12,90	11,12
St-André			Euros		5,31	1,76	4,22	11,31	9,88	21,18	26,83	29,83	20,12	23,65	26,83	39,55	30,70	30,70	32,47	27,54	28,61	19,05	15,88	14,12
Salazie				Euros		7,06	9,52	16,59	15,18	26,49	32,11	35,12	25,42	28,94	32,11	44,84	36,01	37,42	39,19	32,83	33,89	24,36	21,18	19,42
Bras-Panon					Euros		2,46	9,52	8,12	19,42	25,07	28,05	18,37	21,89	25,07	37,76	28,94	28,94	30,70	29,30	30,36	20,83	17,65	15,88
St-Benoît						Euros		7,06	5,65	16,95	22,58	25,60	15,88	19,42	22,58	35,30	26,49	26,49	28,24	31,06	32,83	23,30	20,12	18,37
La Plaine-des-Palmistes							Euros		12,70	23,65	18,01	15,18	8,83	12,35	15,53	28,24	19,42	19,42	21,18	24,01	29,64	32,47	27,19	25,42
St-Rose								Euros		11,31	16,95	19,96	21,54	25,07	28,24	40,95	32,11	32,11	33,89	36,72	38,47	28,94	25,76	24,01
St-Philippe									Euros		5,65	8,64	14,83	11,31	14,49	27,19	18,37	18,37	20,12	22,93	28,61	31,42	34,60	35,30
St-Joseph										Euros		3,02	9,18	5,65	8,83	21,54	12,70	12,70	14,49	17,30	22,93	25,76	28,94	30,70
Petite-Île											Euros		6,36	2,82	6,01	18,71	9,88	9,88	11,65	14,49	20,12	22,93	26,13	27,89
Tampon												Euros			3,53	6,71	19,42	10,59	12,35	15,18	20,83	23,65	26,83	28,61
St-Pierre													Euros			3,17	15,88	7,06	8,83	11,65	17,30	20,12	23,30	25,07
St-Louis														Euros			3,88	3,88	5,65	8,48	14,12	16,95	20,12	21,89
Cilaos															Euros		16,59	16,59	18,37	21,18	26,83	29,64	32,83	34,60
Entre-Deux																Euros		7,76	9,52	12,35	18,01	20,83	24,01	25,76
Étang-Salé																	Euros		1,76	4,57	10,24	13,06	16,24	18,01
Les Avirons																		Euros		6,36	8,48	14,83	18,01	19,76
St-Leu																			Euros		5,65	8,48	11,65	13,41
Trois-Bassins																				Euros		9,52	12,70	14,49
St-Paul																					Euros		3,17	4,95
Le Port																						Euros		1,76
La Possession																							Euros	

Trajet effectué en dehors des horaires de travail.

Convention collective des ouvriers – IDCC : 2389 – Article 28.d « Déplacements pendant l’horaire de travail » : « Il est rappelé que le temps consacré aux déplacements de l’ouvrier pendant l’horaire de travail est compté et rémunéré comme temps de travail effectif. ».

Tarifcation des indemnités de frais de transport aller/retour (convention collective des ouvriers du BTP de La Réunion). Forfait journalier

Applicable à compter du 1^{er} juillet 2025 (valable jusqu'au 30 juin 2026).

	St-Denis	St-Marie	St-Suzanne	St-André	Salazie	Bras-Panon	St-Benoît	La Plaine-des-Palmistes	Ste-Rose	St-Philippe	St-Joseph	Petite-Île	Tampon	St-Pierre	St-Louis	Cilaos	Entre-Deux	Étang-Salé	Les Avirons	St-Leu	Trois-Bassins	St-Paul	Le Port	La Possession
St-Denis		2,53	3,73	5,45	8,48	6,44	7,86	11,90	11,10	17,56	20,79	18,57	16,95	16,95	15,13	22,40	17,35	12,92	13,92	10,28	10,89	5,45	3,63	2,62
Ste-Marie	Euros		1,22	2,92	5,95	3,94	5,35	9,39	8,57	15,02	18,27	19,98	14,41	16,44	17,65	24,91	19,86	15,43	16,44	12,80	13,41	7,97	6,15	5,14
Sainte-Suzanne		Euros		1,71	4,75	2,72	4,13	8,16	7,35	13,84	17,05	18,76	13,21	15,24	17,05	24,30	19,28	16,65	17,65	14,01	14,62	9,18	7,35	6,36
Saint-André			Euros		3,04	1,01	2,42	6,44	5,65	12,11	15,33	17,05	11,50	13,51	15,33	22,58	17,56	17,56	18,57	15,73	16,35	10,89	9,09	8,07
Salazie				Euros		4,03	5,45	9,48	8,66	15,13	18,37	20,08	14,53	16,54	18,37	25,62	20,57	21,37	22,40	18,76	19,36	13,92	12,11	11,10
Bras-Panon					Euros		1,41	5,45	4,65	11,10	14,31	16,05	10,49	12,51	14,31	21,58	16,54	16,54	17,56	16,74	17,35	11,90	10,09	9,09
St-Benoît						Euros		4,03	3,22	9,69	12,92	14,62	9,09	11,10	12,92	20,17	15,13	15,13	16,14	17,75	18,76	13,32	11,50	10,49
La Plaine-des-Palmistes							Euros		7,25	13,51	10,28	8,66	5,04	7,06	8,88	16,14	11,10	11,10	12,11	13,71	16,95	18,57	15,53	14,53
Ste-Rose								Euros		6,44	9,69	11,39	12,30	14,31	16,14	23,41	18,37	18,37	19,36	20,98	21,99	16,54	14,72	13,71
St-Philippe									Euros		3,22	4,95	8,48	6,44	8,27	15,53	10,49	10,49	11,50	13,11	16,35	17,96	19,76	20,17
St-Joseph										Euros		1,71	5,25	3,22	5,04	12,30	7,25	7,25	8,27	9,88	13,11	14,72	16,54	17,56
Petite-Île											Euros		3,63	1,62	3,43	10,69	5,65	5,65	6,67	8,27	11,50	13,11	14,93	15,93
Tampon												Euros		2,01	3,84	11,10	6,05	6,05	7,06	8,66	11,90	13,51	15,33	16,35
St-Pierre													Euros		1,82	9,09	4,03	4,03	5,04	6,67	9,88	11,50	13,32	14,31
St-Louis														Euros		7,25	2,23	2,23	3,22	4,83	8,07	9,69	11,50	12,51
Cilaos															Euros		9,48	9,48	10,49	12,11	15,33	16,95	18,76	19,76
Entre-Deux																Euros		4,44	5,45	7,06	10,28	11,90	13,71	14,72
Étang-Salé																	Euros		1,01	2,62	5,85	7,48	9,28	10,28
Les Avirons																		Euros		3,63	4,83	8,48	10,28	11,31
St-Leu																			Euros		3,22	4,83	6,67	7,68
Trois-Bassins																				Euros		5,45	7,25	8,27
St-Paul																					Euros		1,82	2,82
Le Port																						Euros		1,01
La Possession																							Euros	

L'indemnité de transport n'est pas due lorsque le transport est assuré par un véhicule de l'entreprise.